ASSEMBLÉE NATIONALE

25 juin 2020

PLFR POUR 2020 - (N° 3074)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N ° 1865

présenté par

M. Potterie, M. Boudié, M. Batut, M. Buchou, Mme Brulebois, Mme Boyer, Mme Lenne,
M. Cabaré, Mme Thourot, Mme Provendier, Mme Rossi, Mme Melchior, M. Cazenove,
M. Ardouin, M. Vignal, Mme Dupont, Mme Limon et Mme Khedher

ARTICLE ADDITIONNEL**AVANT L'ARTICLE 9****Mission « Travail et emploi »**

				(en euros)
Programmes	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Crédits de paiements annulés
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	50 000 000		50 000 000	
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail		50 000 000		50 000 000
Totaux	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Solde	0		0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement d'appel vise à appeler l'attention du Gouvernement sur les difficultés des entreprises ayant recruté des apprentis dont les contrats ont débuté avant le 1er juillet 2020.

Les mesures pour la relance des contrats d'apprentissage qui vont se mettre en place à partir du 1er juillet 2020 jusqu'en février 2021 vont dans le bon sens et l'on peut s'en réjouir.

L'auteur du présent amendement appelle à un élargissement du dispositif aux contrats qui ont débuté avant le 1er juillet 2020. A défaut, il existe un risque de pénaliser les entreprises qui ont fait l'effort de recruter des apprentis avant la mise en œuvre du dispositif prévu par ce PLFR.

Cet amendement éviterait également de pénaliser les apprentis actuellement en entreprise, car la disposition actuelle pourrait encourager certains employeurs à rompre leurs contrats actuels pour embaucher des apprentis à partir de juillet 2021, et bénéficier de la prime à l'embauche exceptionnelle.